

La démographie juive aujourd'hui : maintien ou déclin

Par Doris Bensimon

Recenser les Juifs, une entreprise difficile

Compter les Juifs est une préoccupation ancienne des princes. Par ailleurs, depuis les temps bibliques, les Juifs, avec plus ou moins de succès, ont essayé de connaître leur nombre. Au XIX^e siècle, lorsque la démographie commence à devenir une « science », des gouvernements d'Europe et d'Amérique ont introduit dans les recensements officiels de leurs populations une question relative aux appartenances religieuses ou ethniques. Dans la mesure où le clergé était rémunéré, il fallait connaître le nombre des adeptes de chaque confession. Les progrès de la laïcité ont mis fin à cette pratique. En France, toute référence à l'appartenance confessionnelle a été supprimé en 1872. Cependant dans les colonies françaises, les statistiques officielles font état des « Européens » les distinguant des « autochtones », musulmans, juifs, et éventuellement « autres » jusque dans les années 1950. Toutefois, les communautés juives, de

leur côté, ont évalué le nombre de leurs adhérents. Cette estimation était plus facile dans les petites localités où l'on se connaissait et dans les pays où l'adhésion à un organisme central confessionnel était obligatoire. Ainsi, en Allemagne et en Autriche, la cotisation aux différentes « Églises » était et est encore incluse dans l'impôt. Des grands pays d'immigration, comme les États-Unis, étaient surtout intéressés par l'origine géographique des immigrants et plus accessoirement par leur appartenance ethnico-religieuse. En Union soviétique, les Juifs étaient considérés comme une « nationalité » et recensés comme tels dans la mesure où ils se déclaraient comme Juifs.

Toute réponse à une question aussi identitaire que l'appartenance confessionnelle ou ethnico-religieuse ne peut être qu'une autodéfinition qui varie d'une personne à l'autre.

Les recensements officiels apportant des informations sur la répartition de la population selon la confession ne sont plus guère pratiqués aujourd'hui. Parmi les démocraties occidentales seuls le Canada et la Suisse posent encore une question à ce sujet donnant des résultats divergents et discutés. Toute réponse à une question aussi identitaire que l'appartenance confessionnelle ou ethnico-religieuse ne peut être qu'une autodéfinition qui varie d'une personne à l'autre.

Pourtant, des démographes juifs ont mis en place une discipline s'appelant « démographie du peuple juif ». Arthur Ruppin créa au début du XX^e siècle à Berlin un « bureau pour la statistique des Juifs » centralisant et publiant les données disponibles (1). En 1907, Arthur Ruppin immigra en Palestine où il continua ses recherches démographiques sur le peuple juif et forma des disciples dès la création de l'Université hébraïque de Jérusalem. Parmi eux Roberto Bachi, d'abord fondateur du Bureau Central des Statistiques de l'État d'Israël (2), puis d'une Unité de Recherche à l'Université hébraïque aujourd'hui dirigée par Sergio Della Pergola. Depuis les années 1960, cette équipe centralise les données statistiques relatives aux Juifs dans le monde ; elle s'efforce de susciter et de coordonner des enquêtes socio-démographiques auprès des

judaïcités de la diaspora. L'équipe israélienne travaille en étroite relation avec des démographes intéressés par l'évolution des Juifs dans de nombreux pays sur tous les continents. Les principaux résultats de ces recherches sont publiés localement : leur synthèse paraît chaque année dans l'*American Jewish Yearbook*. (3).

Quelques données actuelles.

Selon ces sources, 13 millions de Juifs vivaient fin 1994 dans le monde dont 34 % en Israël et 66 % en diaspora. Ils sont dispersés entre une centaine de pays situés sur tous les continents. En diaspora, les judaïcités les plus nombreuses sont celles des États-Unis (5.575.000), de France (530.000), de Russie (375.000), du Canada (360.000) du Royaume-Uni (294.000), d'Ukraine (210.000), d'Argentine (208.000), du Brésil (100.000), d'Afrique du Sud (96.000), d'Australie (92.000), d'Allemagne (55.000), de la Hongrie (54.000) et du Mexique (40.800).

Tous ces chiffres sont des estimations reposant sur l'autodéfinition des personnes, même s'il s'agit de recensements officiels menés au Canada (1991), au Mexique (1991) et en Suisse

(1990). Les estimations combinent plusieurs variables parmi lesquels les taux de natalité et de mortalité (en comparaison avec les populations des pays concernés) et les migrations particulièrement importantes au cours du XX^e siècle.

Ces chiffres sont souvent contestés par les organisations juives nationales et/ou internationales : une communauté juive peut avoir intérêt à gonfler son importance numérique afin d'affirmer le rôle social, culturel voire politique qu'elle joue dans son pays. Elle peut aussi, au contraire, vouloir sous-estimer ou sous-déclarer son nombre en cas de discrimination ou d'autres restrictions à sa liberté. En Europe, cette différence entre les estimations « communautaires » est illustrée en France et en Grande-Bretagne. En France, une enquête menée par une équipe franco-israélienne dans les années 1970 estime que 535.000 Juifs vivent dans ce pays. Un sondage effectué en 1976 par la SOFRES situe leur nombre dans une fourchette de 600.000 à 700.000 (4). En Grande-Bretagne, une équipe de chercheurs rattachée au *Board of Deputies of British Jews* mène régulièrement des enquêtes locales et suit l'évolution des statistiques disponibles. En 1967, on estimait que 410.000 Juifs vivaient en Grande-Bretagne ; fin 1994, ils ne seraient plus que 294.000. Ce déclin est progressif : il

s'explique par la baisse de la natalité, l'émigration et les mariages mixtes. Mais chaque fois qu'une équipe de spécialistes annonce une baisse de la population juive d'un pays, elle est vivement contestée par les instances communautaires.

Compter les membres d'une minorité quelle qu'elle soit est toujours une aventure.

Les chiffres que nous avons cités traduisent plutôt des tendances que des certitudes. Compter les membres d'une minorité quelle qu'elle soit est toujours une aventure, même dans les pays où elle ne jouit pas de toutes les libertés. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, l'U.R.S.S. était l'exemple le plus typique. En principe, les Juifs étaient recensés en tant que « nationalité ». Officiellement, leur nombre passe de 2.267.800 en 1959 à 1.450.500 en 1989. Mais des Juifs, surtout s'ils étaient descendants de couples mixtes pouvaient ne pas se déclarer comme tels. Depuis l'ouverture des frontières, la formation des nouveaux États de la C.E.I., européens ou asiatiques, l'indépendance des pays baltes ont complètement bouleversé la situation démographique de la judaïcité ex-soviétique.

Dans plusieurs pays, démographes et sociologues ont pratiqué d'autres

approches pour la connaissance des populations juives. Aux États-Unis, ils effectuent depuis plusieurs décennies des enquêtes locales. Par des méthodes différentes mais en partie comparatives des enquêtes nationales ont été menées en 1970/71 et en 1990.

Les résultats de l'enquête américaine nationale réalisée en 1990 confirment des tendances pouvant conduire à un déclin de la population juive.

Les résultats de l'enquête américaine nationale réalisée en 1990 confirment des tendances pouvant conduire à un déclin de la population juive : vieillissement, faible fertilité (1,5), forte augmentation des mariages mixtes (entre 1985 et 1990 les mariages exogames étaient deux fois plus nombreux que les endogames). Seulement 25 % des enfants des couples mixtes recevaient une éducation juive, 45 % étaient élevés dans une autre religion ; 30 % sans religion. Le conjoint non-juif du couple se convertit plus rarement que par le passé au judaïsme, mais une majorité des partenaires juifs affirment leur judaïsme.

Cette enquête qui comporte d'autres informations plus spécifiques sur la judaïcité américaine est aujourd'hui considérée par de nombreux dirigeants

juifs comme une justification des prévisions pessimistes relatives à la survie démographique de la diaspora. Vieillesse, baisse de la natalité et difficultés de la transmission de la judéité aux descendants des couples mixtes sont, en effet, les facteurs principaux d'un possible déclin. Et dans des nombreux pays de la diaspora, on observe des tendances analogues.

A ces craintes, les Israéliens répondent qu'ils se portent mieux. Mais la réalité est aujourd'hui un peu différente : la société israélienne connaît aussi un certain vieillissement, le taux de natalité est en baisse passant dans la population juive de 3,1 dans les années 1950-1954 à 1,81 en 1995 (6). L'immigration massive des Juifs ex-soviétiques pose avec une acuité jamais connue jusqu'à présent le problème de l'identité des descendants des couples mixtes : certes, ils recevront une éducation israélienne, mais ils risquent de ne pas être reconnus comme Juifs par le rabbinat israélien lorsqu'ils voudront se marier.

Les Juifs ex-soviétiques risquent de ne pas être reconnus comme Juifs par le rabbinat israélien lorsqu'ils voudront se marier.

L'histoire du peuple juif est marquée par des migrations forcées ou volontaires. Au XX^e siècle, les populations juives se sont massivement déplacées. Dans les trois premières décennies de ce siècle, des Juifs, en majorité originaire d'Europe orientale et en nombre moins important de l'ancien Empire ottoman, ont migré vers l'Ouest, les Amériques de préférence, mais aussi vers les pays d'Europe centrale et occidentale, l'Afrique du Sud, l'Australie et moins nombreux vers la Palestine devenue après la première guerre mondiale, le Foyer National Juif sous mandat britannique. Dans la mesure où ils pouvaient échapper à la persécution nazie et où ils trouvaient une terre d'accueil, des Juifs ont quitté les pays occupés par les Allemands.

La chute du Mur de Berlin a permis aux Juifs de l'ex-URSS de partir vers d'autres cieux.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, parmi les millions de personnes déplacées, des Juifs cherchaient un refuge : l'État d'Israël en a reçu un nombre important, mais d'autres se sont établis en diaspora. La création de l'État d'Israël en 1948 s'accompagnant du conflit israélo-arabe a eu pour conséquence le départ des Juifs des pays du Proche-et Moyen-Orient. La

décolonisation des pays d'Afrique du Nord a accéléré ce mouvement. Enfin, la chute du Mur de Berlin a permis aux Juifs de l'ex-URSS de partir vers d'autres cieux. De ce fait, l'histoire du peuple juif est marquée au XX^e siècle non seulement par le transfert de ses principaux centres démographiques mais aussi par celui de ses pôles culturels qui se trouvent aujourd'hui en Israël et aux États-Unis.

La population juive de France a doublé entre 1955 et 1965 grâce à l'arrivée des Juifs d'Algérie, de Tunisie et du Maroc.

Dès sa création, Israël s'est donné pour mission le « rassemblement » et la fusion des « exilés ». Toutefois, ce processus n'est pas achevé. Les migrations qui se poursuivent ont transformé et transforment encore des judaïcités de la diaspora. Seulement une partie des Juifs qui, au cours de la seconde moitié du XX^e siècle ont quitté leur pays de naissance, ont immigré en Israël. D'autres ont rejoint des judaïcités de la diaspora.

Ces migrations diasporiques peuvent totalement modifier la situation démographique d'une judaïcité. La population juive de France a doublé entre 1955 et 1965 grâce à l'arrivée des Juifs

d'Algérie, de Tunisie et du Maroc. Les judaïcités d'Autriche et d'Allemagne, ont été reconstituées, après la Shoah, par l'afflux de Juifs originaires d'Europe orientale. Ce mouvement s'est accéléré après la chute du Mur de Berlin : en Allemagne, depuis la fin des années 1980, la population juive a doublé passant de 30.000 à probablement 60.000 personnes grâce à l'immigration des Juifs soviétiques.

On pourrait citer d'autres cas : une partie des Juifs d'Afrique du Nord, marocains surtout, ont immigré au Québec où ils ont fondé la communauté juive francophone ; des Juifs maghrébins ont recréé une communauté en Espagne. Dans la mesure où ils peuvent quitter l'Iran islamiste, les Juifs s'orientent non seulement vers Israël, mais surtout vers d'autres pays de la diaspora dont l'Australie.

Au contact avec la modernité, le taux de natalité, autrefois élevé dans les communautés traditionnelles, a fortement baissé au cours de ces migrations exigeant une adaptation aux civilisations industrielles voire postindustrielles. A l'exception des milieux orthodoxes et surtout ultra-orthodoxes à grande fertilité, ce taux n'atteint pas le seuil (2,1) assurant la reproduction d'un groupe humain. Or, les milieux orthodoxes sont minoritaires : selon l'enquête nationale américaine de 1990, seulement 6 % des

répondants étaient affiliés à une synagogue orthodoxe.

L'accroissement de la population juive d'un pays - et ce phénomène existe en diaspora est la conséquence de migrations. Or, les migrations sont des transferts de populations ne traduisant pas l'augmentation numérique des Juifs dans le monde.

D'un point de vue statistique, les grands mouvements migratoires n'ont lieu qu'à partir d'un réservoir de candidats à l'émigration. De 1850 à 1940, la principale « source » des migrations juives étaient les pays d'Europe orientale et centrale. Ces centres ont été détruits par la Shoah. Après la création de l'État d'Israël, les communautés juives des pays arabes ont nourri les principales vagues d'émigration. Restait l'U.R.S.S. qui, finalement a ouvert ses frontières. Aujourd'hui, même cette source d'émigration est sur le point de se tarir. Dans un proche avenir, les Juifs ne pourront compter que sur leurs enfants afin d'assurer au moins le maintien de leurs communautés dans le monde.

Lorsqu'on se situe dans la durée - en espace d'un siècle - la prévision d'un maintien démographique est discutable. En 1900, selon les estimations les plus sérieuses, 10.600.000 Juifs vivaient

dans le monde ; en 1940, ils étaient 16.600.000 ; la Shoah les a réduit à 11.000.000 ; un demi-siècle plus tard, ils sont à peine 13.000.000 (7). Les pertes démographiques subies pendant la Shoah n'ont pas été comblées.

Démographie et identité

Toute recherche socio-démographique présuppose une définition de l'identité juive. Les démographes israéliens et américains considèrent comme « Juif » les répondants qui s'autodéfinissent comme pour des motifs religieux, culturels, en raison de leur ascendants ou de leur choix (notamment la conversion au judaïsme). Dans l'enquête américaine de 1990 (cf. note 5) ce groupe est défini comme le « noyau » (*core* en anglais) de la population juive : il est estimé à 5.515.000 de personnes. Mais les enquêtes sont menées auprès de familles pouvant être composées d'un ou de plusieurs Juifs du « noyau » et de personnes non-juives (Juifs convertis à une autre religion, de partenaires non-juifs et d'enfants de ces couples) : cette population appelée « juive élargie » est estimée à 8.190.000 personnes.

Les définitions de l'identité juive par les démographes ne sont pas celles de la halakha.

La différence entre ces deux estimations est évidente : elle pose tout le problème du déclin, du maintien et surtout d'un éventuel accroissement des milieux juifs. Les définitions de l'identité juive par les démographes ne sont pas celles de la *halakha*, la législation rabbinique selon laquelle est « juif celui qui est né de mère juive. » Mais elles nous interpellent sur l'hétérogénéité, sur les multiples relations interculturelles et interconfessionnelles des milieux juifs. La définition de la judéité devient aujourd'hui le problème crucial des Juifs de l'Europe de l'Est. Dans tous les pays qui étaient pendant soixante-dix ans dans le cas de l'U.R.S.S., quarante ans dans les autres pays sous régime communiste, la transmission de la judéité était très difficile. Les mariages mixtes se sont multipliés, des parents ont souvent caché à leurs enfants leur origine juive. Aujourd'hui, certains la découvrent et la revendiquent : mais qui les accueille sans exiger une conversion que beaucoup refusent ? Seuls des mouvements juifs laïques peuvent accomplir cette tâche. Nombres et identités juives sont étroitement liés dans la démographie du peuple juif.

Qui est Juif ? Cette question intéressera peut-être bientôt les démographes travaillant sous d'autres

cieux. Le rêve des retrouvailles avec les descendants des dix tribus perdues revient plus que jamais : historiens et ethnologues s'y intéressent. Et déjà, le gouvernement israélien s'en inquiète : que fera-t-on des Asiatiques et des Africains sans parler des certains groupes sud-américains qui revendiquent leurs origines juives ?

Aurons-nous le courage d'accueillir tous ceux qui s'affirment comme Juifs sans être reconnus comme tels par des instances trop fermées sur elles-mêmes ?

NOTES

(1) RUPPIN (Arthur), *Die Juden der Gegenwart* : la première édition de cet ouvrage a paru en Allemagne en 1904. D'autres ont suivi. En 1934, les éditions Payot ont publié en français la dernière mise à jour des recherches de Ruppin, *Les Juifs dans le monde moderne*, Paris, 387 p.

(2) Depuis 1950, le Central Bureau of Statistics, Jérusalem, publie chaque année, en plus de ses rapports ponctuels, le *Statistical Abstract of Israel*, source principale sur l'évolution démographique de la société israélienne (le volume 47, 1996 est la source de cet article pour la population israélienne)

(3) The American Jewish Committee, *American Jewish Yearbook*, New York (le volume 96-1996 est la principale source statistique de cet article)

Déclin, maintien ou accroissement du nombre des Juifs dans le monde ? La question reste ouverte : la réponse variera selon la définition de l'identité juive. Serons-nous réduits au « petit reste » selon une définition trop étroite ? Ou, au contraire, aurons-nous le courage d'accueillir tous ceux qui s'affirment comme Juifs sans être reconnus comme tels par des instances trop fermées sur elles-mêmes ? En tant que Juifs laïques, nous avons un rôle à jouer dans le maintien culturel qui est aussi démographique du peuple juif. •

(4) BENSIMON (Doris), DELLA PERGOLA (Sergio), *La population juive de France : socio-démographie et identité*, Jerusalem, The Institute of Contemporary Jewry, Paris, Centre National de la Recherche scientifique, 1984, 436p.

(5) Les principaux résultats de l'enquête nationale de 1990 ont été publiés par Sidney Goldstein dans *American Jewish Yearbook*, vol.92, 1992, pp.77-173

(6) *Statistical Abstract of Israel*, vol.47, 1996, p.100

(7) BARNAVI (Elie) (sous la direction de) *Histoire universelle des Juifs. De la Genèse à la fin du XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1992, pp. XII-XIII

•